

Il n'est écrit nulle part que ce système doit se maintenir et s'adapter à la nouvelle réalité. Son érosion est une éventualité des plus plausibles si nous, les dirigeants politiques et les formateurs d'opinion, ne faisons pas résolument face à l'interdépendance. Nous devons reconnaître la nécessité d'une action commune. Je me rappelle ces lignes de Lewis Carroll :

"Mais la vallée devint de plus en plus étroite,
Et le soir s'obscurcit et l'air se fit plus froid,
Jusqu'à ce que, pressés par un commun effroi,
Tous deux ils cheminassent enfin côte à côte."

Or, à cause d'un manque de vision, le genre de coopération économique qu'il nous faut ne se produit tout simplement pas. Malgré les études de l'OCDE, de la Banque mondiale, du GATT et d'autres organismes sur l'interdépendance et le changement structurel, la question n'a pas encore été jugée prioritaire. Les dirigeants politiques doivent donc prendre l'initiative de faire avancer ce dossier et de lui donner une orientation.

Aux sommets économiques, j'ai insisté sur la nécessité d'adapter notre façon de penser à la réalité de l'interdépendance. Mais trop souvent, ces réunions ont été mobilisées uniquement par les prix pétroliers de la veille ou les taux de change du jour. Ne pouvons-nous faire preuve de la même vision politique que les dirigeants des pays alliés réunis à Dumbarton Oaks pendant la guerre? Ne pouvons-nous faire fond sur leur exemple? Voilà le défi qui attend les participants au sommet prévu pour le début du mois prochain à Londres.

Nous avons vu que les graves problèmes existant entre le Nord et le Sud ne peuvent être résolus sans leadership politique. Et nous savons que la responsabilité de la paix entre l'Est et l'Ouest ne peut être confiée uniquement aux comptables des armements nucléaires. Le double défi du changement économique et de l'interdépendance mondiale ne pourra être relevé si nous, les dirigeants politiques, ne sommes pas prêts à insuffler le dynamisme voulu au système économique multilatéral. Comme à Dumbarton Oaks, laissons aux hommes d'État le soin de diriger, et laissons aux diplomates et aux économistes celui d'ériger.